

GFL ENVIRONMENTAL INC.

RAPPORT DE GESTION

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2023

Le rapport de gestion qui suit (le « **rapport de gestion** ») de GFL Environmental Inc. (« **nous** », « **nos** », « **notre** », « **GFL** » ou la « **Société** ») est daté du 3 novembre 2023 et il fournit de l'information sur nos résultats d'exploitation et notre situation financière pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2023. Ce rapport de gestion doit être lu parallèlement à nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et aux notes annexes pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2023 (les « **états financiers intermédiaires** »), à nos états financiers consolidés annuels audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 (les « **états financiers annuels** ») et à notre rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 (le « **rapport de gestion annuel** »).

1. Aperçu de la Société

GFL est la quatrième société de services environnementaux diversifiés en importance en Amérique du Nord, avec des activités partout au Canada et dans plus de la moitié des États américains. GFL comptait plus de 20 000 employés au 30 septembre 2023.

GFL a été constituée le 5 mars 2020 en vertu des lois de la province de l'Ontario. Nos actions à droit de vote subalterne sont négociées à la Bourse de New York (la « **NYSE** ») et à la Bourse de Toronto (la « **TSX** ») sous le symbole « **GFL** ». Dans le cadre de notre premier appel public à l'épargne, nous avons émis des unités de capitaux propres corporels à 6,00 % (chacune, une « **UCPC** »), chaque UCPC étant composée d'un billet amortissable de premier rang (chacun, un « **billet amortissable** ») et d'un contrat d'achat d'actions (chacun, un « **contrat d'achat** »). Le 15 mars 2023, nous avons effectué le paiement final en lien avec les billets amortissables et les contrats d'achat restants ont été automatiquement convertis en actions à droit de vote subalterne, en fonction d'un taux de 2,1940 actions à droit de vote subalterne par contrat d'achat.

Information prospective

Le présent rapport de gestion, et particulièrement les rubriques intitulées « Sommaire des facteurs qui influent sur le rendement » et « Situation de trésorerie et sources de financement » présentées ci-après, contient des déclarations prospectives et de l'information prospective (collectivement, l'« **information prospective** ») au sens des lois sur les valeurs mobilières américaines et canadiennes, respectivement. L'information prospective comprend toutes les déclarations qui n'ont pas uniquement trait aux faits passés et courants, peuvent avoir trait à des événements ou résultats prévus et peuvent comprendre des déclarations sur nos objectifs, nos projets, nos buts, nos stratégies, nos perspectives, nos résultats d'exploitation, notre performance financière et opérationnelle, nos prévisions et nos occasions. Dans certains cas, on reconnaît l'information prospective à l'emploi de verbes ou d'expressions comme « planifier », « cibler », « croire », « s'attendre à », « être susceptible de », « se produire », à la forme affirmative ou négative, au futur ou au conditionnel, et à l'emploi de termes comme « budget », « estimation », « perspective », « prévision », « projection », « stratégie », « avis », « intention », « possibilité », « éventualité » ou d'autres termes semblables. Toutefois, l'information prospective ne contient pas toujours ces termes ou expressions. En outre, les déclarations faisant état de nos attentes, nos intentions, nos prévisions ou d'autres faits ou circonstances à venir contiennent de l'information prospective. Les déclarations qui contiennent de l'information prospective ne portent pas sur des faits passés et ne sont pas des garanties de résultats futurs, mais indiquent plutôt les attentes, les estimations et les projections de la direction concernant des événements futurs.

L'information prospective contenue dans le présent rapport de gestion repose sur nos avis, estimations et hypothèses établis à la lumière de notre expérience et de notre perception des tendances historiques, de la conjoncture et de l'avenir prévisible. Elle repose aussi sur d'autres facteurs que nous croyons actuellement pertinents et raisonnables dans les circonstances. Malgré le soin apporté à l'établissement et à l'examen de l'information prospective, rien ne garantit que les avis, estimations et hypothèses sous-jacents se révéleront exacts.

Les facteurs qui pourraient entraîner un écart entre les résultats réels et ceux prévus comprennent, sans toutefois s'y limiter, les facteurs énumérés ci-dessous et à la rubrique intitulée « Facteurs de risque » de la notice annuelle de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 (la « **notice annuelle** »). D'autres risques, dont nous pourrions ne pas avoir connaissance pour l'instant ou que nous pourrions considérer comme non significatifs, pourraient avoir une incidence négative sur nos activités. Nous déclinons toute obligation de réviser ou de mettre à jour l'information prospective de manière à rendre compte d'événements ou de changements de circonstances, à moins que la loi ne l'exige expressément.

L'information prospective est assujettie à un certain nombre de risques, impondérables, hypothèses et autres facteurs importants, connus ou inconnus, qui peuvent faire en sorte que les résultats, le rendement ou les réalisations réels diffèrent considérablement de tout résultat, rendement ou réalisation futurs exprimés ou sous-entendus dans l'information prospective. Les facteurs qui pourraient engendrer un écart important entre les résultats réels et les résultats prévus comprennent, sans toutefois s'y limiter, ce qui suit, ainsi que les facteurs de risque décrits de façon détaillée à la rubrique intitulée « Facteurs de risque » présentée dans la notice annuelle : notre capacité à élargir notre part de marché; notre capacité à continuer d'accroître nos produits et à améliorer nos marges d'exploitation, notre capacité à conserver le personnel clé; notre capacité à maintenir et à étendre notre présence géographique; notre capacité à entretenir de bonnes relations avec nos clients; notre capacité à exécuter nos plans d'expansion; notre capacité à saisir des occasions d'acquisitions supplémentaires et à mener à bien l'intégration des entreprises acquises; l'incidence défavorable d'acquisitions sur nos activités; les dettes potentielles attribuables à des acquisitions antérieures ou futures; la nécessité de réussir à intégrer les entreprises acquises; notre capacité à continuer d'investir dans notre infrastructure pour appuyer notre croissance; notre capacité à obtenir et à conserver un financement à des conditions acceptables; notre capacité à augmenter nos prix ou à compenser une hausse de nos coûts; les taux de change et les taux d'intérêt; l'effet de la concurrence; les changements et les tendances dans notre secteur ou l'économie mondiale; les modifications apportées aux lois, règles, règlements et normes internationales; notre capacité à répondre aux exigences légales et exigences des clients en constante évolution en ce qui a trait aux solutions durables et autres enjeux, notre responsabilité éventuelle, le cas échéant, relative aux questions environnementales; à la réglementation gouvernementale et aux modifications y étant apportées et les risques associés à la non-conformité; la perte de contrats municipaux et d'autres contrats; l'incapacité éventuelle de renouveler, d'obtenir ou de conclure des permis, des approbations ou des ententes, et les coûts entraînés par l'exploitation et/ou la construction dans l'avenir de tels sites ou installations; notre dépendance envers des sites d'enfouissement, des installations de récupération de matériaux, des installations de traitement des déchets liquides et des stations de transfert de tiers; l'accès non garanti aux marchés des capitaux propres ou des capitaux d'emprunt; l'augmentation des coûts de la main-d'œuvre, de l'élimination et du transport; l'approvisionnement en carburant et les fluctuations du prix du carburant; notre besoin d'avoir suffisamment de flux de trésorerie pour réinvestir dans nos activités; notre incapacité à obtenir des cautionnements, des garanties de bonne exécution, des lettres de crédit, ou d'autres garanties financières; les risques liés à l'exploitation, à la santé, à la sécurité et à l'environnement; les catastrophes naturelles, les conditions météorologiques et la saisonnalité; l'exposition au risque de crédit et la diminution des résultats d'exploitation provoquées par un ralentissement économique; la dépendance croissante envers la technologie et le risque de défaillances technologiques; les incidents ou problèmes de cybersécurité; l'atteinte à notre réputation ou à notre marque; la hausse des coûts d'assurance, la hausse de nos coûts d'exploitation entraînée par un resserrement de la réglementation sur les changements climatiques; les risques liés au non-respect des lois ou des règlements anticorruption américains, canadiens ou étrangers; les coûts de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement et les coûts associés à la contamination; l'augmentation des efforts déployés par les provinces, les États et les municipalités pour détourner les déchets des sites d'enfouissement; un litige, l'acte d'une autorité de réglementation ou des manœuvres menées par des activistes et les développements en matière de santé publique, les épidémies ou les pandémies comme la pandémie de COVID-19.

Mode de présentation

Nos états financiers intermédiaires ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*, qui fait partie des Normes internationales d'information financière (les « **IFRS** ») telles qu'elles sont publiées par l'International Accounting Standards Board. À moins que le contexte ne le suggère autrement, toute référence à « GFL », à la « Société », à « nous » et à « notre » dans le présent rapport de gestion renvoie à GFL et ses filiales consolidées.

Sauf indication contraire, les montants contenus dans le présent rapport de gestion sont présentés en millions de dollars canadiens.

Sommaire des facteurs qui influent sur le rendement

Nous sommes d'avis que notre rendement et notre futur succès dépendent d'un certain nombre de facteurs qui présentent d'importantes occasions pour nous. Ces facteurs sont également assujettis à un certain nombre de risques et de défis intrinsèques présentés ailleurs dans le présent rapport de gestion ainsi que dans la notice annuelle.

Les acquisitions et les dessaisissements ont eu une incidence sur nos résultats pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2023, de même que la croissance interne enregistrée au cours de cette période, laquelle tient en partie aux stratégies en matière de tarification que nous avons mises en œuvre et aux fluctuations des volumes, facteurs partiellement contrebalancés par l'incidence des pressions inflationnistes et de certaines contraintes liées à la main-d'œuvre et à la chaîne d'approvisionnement qui perdurent, plus particulièrement en ce qui a trait aux coûts d'entretien et de réparation. Notre capacité de tirer parti de notre réseau évolutif pour réaliser des efficacies en matière de coûts d'exploitation a également eu une incidence sur notre performance pour la période. Le caractère saisonnier influe sur nos résultats, qui sont habituellement plus

faibles au premier trimestre de l'exercice, en raison principalement des conditions hivernales ardues au Canada, et plus élevés aux deuxième et troisième trimestres de l'exercice, en raison de l'augmentation du volume de déchets générés au cours de l'été dans bon nombre de nos marchés des déchets solides.

Nous entendons continuer de faire croître notre entreprise et d'améliorer notre performance financière en étendant la portée de nos services sur de nouveaux marchés géographiques et en élargissant notre empreinte géographique afin d'augmenter la densité régionale de nos lignes d'activité, ce qui donnera lieu à une augmentation des marges. Notre capacité de réaliser ces objectifs est tributaire de notre capacité d'exécuter notre stratégie en trois volets qui consiste à i) continuer de générer une croissance interne solide et stable des produits, ii) mener à bien des acquisitions relatives et stratégiques et iii) continuer de stimuler les gains d'efficacité opérationnelle dans l'ensemble de notre plateforme.

Au deuxième trimestre de 2023, nous avons réalisé le dessaisissement de trois entreprises non essentielles du secteur des déchets solides aux États-Unis pour un produit brut total de 1 645,9 M\$, et utilisé le produit net pour rembourser une portion de notre facilité d'emprunt à terme garantie de premier rang libellée en dollars américains. Les trois entreprises du secteur des déchets solides aux États-Unis qui ont fait l'objet d'un dessaisissement, dont les résultats sont présentés dans notre secteur Déchets solides – États-Unis pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2022, ne répondent pas aux critères permettant de les classer dans les activités abandonnées, car elles ne représentent pas une gamme d'activités ou une région principale.

Croissance interne forte et stable des produits

Notre capacité de générer une croissance interne forte et stable des produits tout au long des cycles macroéconomiques dépend de notre capacité d'élargir et d'approfondir l'étendue des services que nous offrons à nos clients existants, de saisir des occasions de vente croisée entre nos capacités de services complémentaires, d'obtenir des hausses de prix et de surcharges, de signer de nouveaux contrats, de renouveler ou de prolonger des contrats existants et d'étendre nos services à des marchés nouveaux ou adjacents. Nous sommes d'avis que l'exécution de cette stratégie continuera de stimuler la croissance interne de nos produits et la production de flux de trésorerie disponibles.

Nos activités sont bien diversifiées sur les plans des secteurs d'activités, des régions et de la clientèle. Nous croyons que notre réussite continue dépend de notre capacité de rehausser davantage cette diversification et d'en tirer parti; un élément clé de cette diversification est notre capacité d'offrir à nos clients une gamme de services exhaustive dans nos secteurs d'activités soutenue par une importante empreinte géographique au Canada et aux États-Unis. L'essentiel des produits que nous tirons de nos activités de gestion des déchets solides provient de marchés secondaires, et la plus grande part de nos produits tirés de la gestion des déchets solides pour les clients résidentiels provient des grands centres urbains.

Nous sommes également d'avis que nous sommes bien positionnés pour nous adapter à l'évolution constante de la demande des clients et de la réglementation afin de maintenir notre réussite. Pour y arriver, nous devons notamment être en mesure de répondre aux exigences juridiques et à la demande des clients de détourner les déchets des sites d'enfouissement en continuant d'étendre notre capacité de collecte et de traitement de matériaux de multiples sources.

Notre modèle d'affaires diversifié est également un complément de notre stratégie d'acquisition. Comme nos secteurs d'activités sont nombreux, nous pouvons rechercher des acquisitions dans un bassin plus vaste de cibles potentielles. Le fait de maintenir un modèle diversifié est par conséquent crucial pour nous permettre de tirer parti d'occasions d'acquisitions relatives et contribuer à réduire les risques d'exécution et les risques commerciaux inhérents aux stratégies mono-marché et mono-produit.

Mener à bien des acquisitions relatives et stratégiques

Notre capacité à trouver, mener à bien et intégrer des acquisitions relatives est notre principal vecteur de croissance. Compte tenu de l'importante fragmentation du secteur des services environnementaux en Amérique du Nord, notre croissance et notre réussite sont tributaires de notre capacité de saisir des occasions de consolidation dans chacun de nos secteurs d'activités.

Depuis 2007, nous avons mené à terme plus de 240 acquisitions dans l'ensemble de nos secteurs d'activités. Nous cherchons à acquérir des exploitants régionaux indépendants de premier plan afin de prendre pied sur de nouveaux marchés, puis à réaliser des acquisitions complémentaires pour aider à densifier nos activités et à étendre notre rayonnement géographique. L'intégration de ces acquisitions à notre plateforme existante est un élément clé de notre réussite, tout comme le fait de continuer de repérer et saisir ces occasions de consolidation intéressantes.

De plus, l'exécution concluante d'acquisitions nous permet d'accéder à de nouveaux marchés et de saisir de nouvelles occasions de vente croisée et de réaliser des synergies en matière d'approvisionnement et de coût dans l'ensemble de nos activités.

Stimuler les gains d'efficience opérationnelle

Nous offrons nos services par l'entremise d'un réseau d'installations stratégiquement situées au Canada et aux États-Unis. Dans chacun de nos marchés géographiques, notre solide position concurrentielle est tributaire des importantes dépenses d'investissement requises pour reproduire notre infrastructure réseau et nos actifs, ainsi que des exigences strictes en matière d'obtention de permis et de conformité à la réglementation. La poursuite de notre succès dépend également de notre capacité à tirer parti de notre réseau évolutif pour attirer et fidéliser les clients de nos gammes de services, de réaliser des efficacités opérationnelles et de réaliser des synergies en matière d'approvisionnement et de coût.

Il est également essentiel que nous continuions à tirer parti de nos capacités évolutives pour augmenter la marge d'exploitation et réaliser des synergies de coûts, notamment en misant sur la capacité de nos installations, procédés technologiques et effectifs existants pour appuyer la croissance future et procurer des économies d'échelle, ainsi qu'en augmentant la densité des trajets et en desservant les nouveaux clients au moyen de notre réseau d'actifs et de notre flotte existants pour rehausser la rentabilité de chacun de nos secteurs d'activités.

Notre réussite dépend également de notre capacité de continuer à faire des investissements stratégiques dans notre entreprise, y compris d'importantes dépenses d'investissement dans nos installations, nos procédés technologiques et nos capacités administratives afin d'appuyer notre croissance future. Notre capacité d'améliorer nos marges d'exploitation et la marge de nos frais de vente et charges générales et administratives en maintenant une structure de coûts rigoureuse et en examinant régulièrement nos pratiques afin de gérer les charges et de rehausser l'efficience aura également une incidence sur nos résultats d'exploitation.

2. Résultats d'exploitation

Analyse des résultats du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2023 par rapport au trimestre et à la période de neuf mois clos le 30 septembre 2022

Les tableaux suivants présentent un sommaire de certains résultats d'exploitation découlant des activités poursuivies et d'autres données financières pour les périodes indiquées qui ont été tirés de nos états financiers intermédiaires et des notes annexes.

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Trimestre clos le 30 septembre 2023	Trimestre clos le 30 septembre 2022	Variation	
			\$	%
Produits	1 890,0 \$	1 831,2 \$	58,8 \$	3,2 %
Charges				
Coût des ventes	1 526,8	1 591,9	(65,1)	(4,1)
Frais de vente et charges générales et administratives	234,7	187,5	47,2	25,2
Charges d'intérêts et autres charges financières	137,2	136,2	1,0	0,7
Perte au dessaisissement	—	1,6	(1,6)	(100,0)
Autres charges	25,0	182,7	(157,7)	(86,3)
Quote-part du bénéfice net des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(34,0)	(9,2)	(24,8)	(269,6)
Bénéfice (perte) avant impôt sur le résultat	0,3	(259,5)	259,8	100,1
Recouvrement d'impôt sur le résultat	(18,0)	(75,8)	57,8	76,3
Bénéfice net (perte nette)	18,3	(183,7)	202,0	110,0
Moins : perte nette attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(3,8)	(0,2)	(3,6)	(1 800,0)
Bénéfice net (perte nette) attribuable à GFL Environmental Inc.	22,1	(183,5)	205,6	112,0
Perte par action, de base et diluée (en dollars)	—	(0,55)	0,55	100,0
BAIIA ajusté ¹⁾	530,3 \$	473,3 \$	57,0 \$	12,0 %

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Période de neuf mois close le	Période de neuf mois close le	Variation	
	30 septembre 2023	30 septembre 2022	\$	%
Produits	5 632,7 \$	4 940,1 \$	692,6 \$	14,0 %
Charges				
Coût des ventes	4 672,0	4 339,5	332,5	7,7
Frais de vente et charges générales et administratives	683,4	528,6	154,8	29,3
Charges d'intérêts et autres charges financières	466,7	340,7	126,0	37,0
Profit au dessaisissement	(580,5)	(4,9)	(575,6)	(11 746,9)
Autres charges (produits)	69,1	(139,7)	208,8	149,5
Quote-part de la perte nette (du bénéfice net) des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	48,9	(14,5)	63,4	437,2
Bénéfice (perte) avant impôt sur le résultat	273,1	(109,6)	382,7	349,2
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	178,8	(145,5)	324,3	222,9
Bénéfice net découlant des activités poursuivies	94,3	35,9	58,4	162,7
Perte nette découlant des activités abandonnées	—	(127,9)	127,9	100,0
Bénéfice net (perte nette)	94,3	(92,0)	186,3	202,5
Moins : perte nette attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(3,3)	(0,2)	(3,1)	(1 550,0)
Bénéfice net (perte nette) attribuable à GFL Environmental Inc.	97,6	(91,8)	189,4	206,3
Bénéfice (perte) par action, de base et dilué(e) (en dollars)	0,08	(0,42)	0,50	119,0
BAIIA ajusté ¹⁾	1 511,5 \$	1 281,0 \$	230,5 \$	18,0 %

	30 septembre 2023	31 décembre 2022	Variation
Total des actifs	19 890,4 \$	19 767,6 \$	122,8 \$
Total de la trésorerie	174,2	82,1	92,1
Total de la dette à long terme	8 848,9	9 266,8	(417,9)
Total des passifs	12 377,2	13 723,5	(1 346,3)
Total des capitaux propres	7 513,2 \$	6 044,1 \$	1 469,1 \$

1) Le BAIIA ajusté est une mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter à la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et indicateurs de performance clés ».

Produits

Les tableaux suivants présentent les produits par types de services pour les périodes indiquées.

(en millions de dollars)	Trimestre clos le 30 septembre 2023		Trimestre clos le 30 septembre 2022		Variation	
	Produits	%	Produits	%	\$	%
Clients résidentiels	367,2 \$	19,4 %	387,8 \$	21,2 %	(20,6) \$	(5,3) %
Clients commerciaux et industriels	713,7	37,8	657,5	35,9	56,2	8,5
Collecte – total	1 080,9	57,2	1 045,3	57,1	35,6	3,4
Sites d'enfouissement	244,3	12,9	229,3	12,5	15,0	6,5
Transfert	194,3	10,3	178,7	9,8	15,6	8,7
Récupération de matériaux	76,5	4,0	85,0	4,6	(8,5)	(10,0)
Autres	107,7	5,7	120,0	6,6	(12,3)	(10,3)
Déchets solides	1 703,7	90,1	1 658,3	90,6	45,4	2,7
Services environnementaux	431,1	22,8	390,9	21,3	40,2	10,3
Produits intersociétés	(244,8)	(12,9)	(218,0)	(11,9)	(26,8)	12,3
Produits	1 890,0 \$	100,0 %	1 831,2 \$	100,0 %	58,8 \$	3,2 %

(en millions de dollars)	Période de neuf mois close le 30 septembre 2023		Période de neuf mois close le 30 septembre 2022		Variation	
	Produits	%	Produits	%	\$	%
Clients résidentiels	1 160,02 \$	20,6 %	1 087,5 \$	22,0 %	72,7 \$	6,7 %
Clients commerciaux et industriels	2 162,0	38,4	1 781,8	36,1	380,2	21,3
Collecte – total	3 322,2	59,0	2 869,3	58,1	452,9	15,8
Sites d'enfouissement	695,9	12,4	614,6	12,4	81,3	13,2
Transfert	561,6	10,0	495,6	10,0	66,0	13,3
Récupération de matériaux	242,5	4,3	268,1	5,4	(25,6)	(9,5)
Autres	306,4	5,4	296,7	6,1	9,7	3,3
Déchets solides	5 128,6	91,1	4 544,3	92,0	584,3	12,9
Services environnementaux	1 208,1	21,4	990,3	20,0	217,8	22,0
Produits intersociétés	(704,0)	(12,5)	(594,5)	(12,0)	(109,5)	18,4
Produits	5 632,7 \$	100,0 %	4 940,1 \$	100,0 %	692,6 \$	14,0 %

Les produits consolidés du trimestre clos le 30 septembre 2023 se sont élevés à 1 890,0 M\$, ce qui représente une hausse de 58,8 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2022. La variation des produits tient compte des dessaisissements, qui représentent un apport de 117,0 M\$ aux produits de la période correspondante de l'exercice précédent. Compte non tenu de l'incidence des dessaisissements, les produits ont enregistré une hausse de 175,8 M\$. Cette augmentation tient partiellement à l'incidence des acquisitions réalisées depuis le 1^{er} juillet 2022, qui comptent pour environ 93,2 M\$ de cette hausse et qui ont été conclues en grande partie dans notre secteur Déchets solides. Les variations des taux de change ont entraîné une augmentation des produits de 29,1 M\$. Les principales variations de nos produits enregistrées au cours du trimestre clos le 30 septembre 2023, excluant l'incidence des acquisitions et des dessaisissements, sont les suivantes :

- Les produits du secteur Déchets solides ont augmenté de 4,2 %, en raison principalement de la hausse de 8,8 % des prix de base, contrebalancée en partie par les surcharges négatives de 1,6 % et le volume défavorable de 2,4 %, en raison de la baisse des volumes générés par des événements dans nos activités postérieures à la collecte, des pertes de volumes non déplorables dans nos activités liées aux services de collecte et de notre abandon délibéré des services non essentiels dans certains marchés au Canada. La baisse des prix des marchandises a aussi eu une incidence défavorable de 0,6 %. Les variations des taux de change ont accru les produits de 1,9 %.

- Les produits du secteur Services environnementaux ont enregistré une baisse de 1,9 %. Cette variation tient compte des produits découlant de l'importante quantité de travaux effectués en sous-traitance de 30,0 M\$ comptabilisés au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. Compte non tenu de cette incidence, les produits ont enregistré une hausse de 6,9 %. Cette augmentation est attribuable surtout à l'accroissement des activités de collecte auprès des clients industriels et des activités de traitement dans nos installations, ainsi qu'au niveau accru d'activités de mesures d'urgence, facteurs qui ont été partiellement contrebalancés par une baisse des volumes de sols traités dans nos installations. Les variations des taux de change ont accru les produits de 0,5 %.

Les produits consolidés de la période de neuf mois close le 30 septembre 2023 se sont élevés à 5 632,7 M\$, ce qui représente une hausse de 692,6 M\$ par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2022. La variation des produits tient compte des dessaisissements, qui représentent un apport de 157,2 M\$ aux produits de la période correspondante de l'exercice précédent. Compte non tenu de l'incidence des dessaisissements, les produits ont enregistré une hausse de 849,8 M\$. Cette augmentation tient partiellement à l'incidence des acquisitions réalisées depuis le 1^{er} janvier 2022, qui comptent pour environ 341,6 M\$ de cette hausse et qui ont été conclues en grande partie dans notre secteur Déchets solides. Les variations des taux de change ont entraîné une augmentation des produits de 150,3 M\$. Les principales variations de nos produits enregistrées au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2023, excluant l'incidence des acquisitions et des dessaisissements, sont les suivantes :

- Les produits du secteur Déchets solides ont augmenté de 6,8 %, dont 10,5 % grâce à une hausse des prix de base, contrebalancée en partie par les surcharges négatives de [0,8 %]. Parmi les éléments ayant également amoindri la baisse, on compte le volume défavorable de 1,9 %, en raison de la baisse des volumes générés par des événements dans nos activités postérieures à la collecte, les pertes de volume non déplorables dans nos activités liées aux services de collecte et l'abandon délibéré de services non essentiels dans certains marchés au Canada. La baisse des prix des marchandises a aussi eu une incidence défavorable de 1,0 %. Les variations des taux de change ont accru les produits de 3,5 %.
- Les produits du secteur Services environnementaux ont enregistré une hausse de 9,2 %. Cette variation tient compte des produits découlant de l'importante quantité de travaux effectués en sous-traitance de 30,0 M\$ comptabilisés au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. Compte non tenu de cette incidence, les produits ont enregistré une hausse de 12,9 %. Cette augmentation est essentiellement attribuable à l'accroissement des activités de collecte auprès des clients industriels et des activités de traitement dans nos installations et au niveau accru d'activités de mesures d'urgence, facteurs qui ont été partiellement contrebalancés par la baisse des volumes de sols traités dans nos installations. Les variations des taux de change ont accru les produits de 1,0 %.

Coût des ventes

Les tableaux suivants présentent le coût des ventes pour les périodes indiquées.

(en millions de dollars)	Trimestre clos le 30 septembre 2023		Trimestre clos le 30 septembre 2022		Variation	
	Coût	En % des produits	Coût	En % des produits	\$	%
Coûts liés au transfert et à l'élimination	345,2 \$	18,3 %	381,5 \$	20,8 %	(36,3) \$	(9,5) %
Main-d'œuvre et avantages	422,9	22,4	407,0	22,2	15,9	3,9
Entretien et réparation	182,3	9,6	179,8	9,8	2,5	1,4
Carburant	92,2	4,9	107,7	5,9	(15,5)	(14,4)
Autres coûts des ventes	137,4	7,3	128,5	7,1	8,9	6,9
Sous-total	1 180,0	62,5	1 204,5	65,8	(24,5)	(2,0)
Dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles	236,1	12,5	256,9	14,0	(20,8)	(8,1)
Amortissement des immobilisations incorporelles	106,9	5,6	124,2	6,8	(17,3)	(13,9)
Coûts d'acquisition et de changement de marque et autres coûts d'intégration	3,8	0,2	6,3	0,3	(2,5)	(39,7)
Coût des ventes	1 526,8 \$	80,8 %	1 591,9 \$	86,9 %	(65,1) \$	(4,1) %

(en millions de dollars)	Période de neuf mois close le 30 septembre 2023		Période de neuf mois close le 30 septembre 2022		Variation	
	Coût	En % des produits	Coût	En % des produits	\$	%
Coûts liés au transfert et à l'élimination	1 049,4 \$	18,6 %	980,4 \$	19,8 %	69,0 \$	7,0 %
Main-d'œuvre et avantages	1 275,0	22,6	1 122,3	22,7	152,7	13,6
Entretien et réparation	554,1	9,8	478,1	9,7	76,0	15,9
Carburant	280,5	5,0	294,7	6,0	(14,2)	(4,8)
Autres coûts des ventes	419,1	7,5	352,5	7,1	66,6	18,9
Sous-total	3 578,1	63,5	3 228,0	65,3	350,1	10,8
Dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles	700,2	12,4	709,7	14,4	(9,5)	(1,3)
Amortissement des immobilisations incorporelles	379,7	6,7	382,1	7,7	(2,4)	(0,6)
Coûts d'acquisition et de changement de marque et autres coûts d'intégration	14,0	0,3	19,7	0,4	(5,7)	(28,9)
Coût des ventes	4 672,0 \$	82,9 %	4 339,5 \$	87,8 %	332,5 \$	7,7 %

Le coût des ventes pour le trimestre clos le 30 septembre 2023 s'est chiffré à 1 526,8 M\$, ce qui représente une baisse de 65,1 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2022, essentiellement du fait que l'incidence des dessaisissements a plus que compensé les hausses des coûts. Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2023, la pression accrue sur les coûts de main-d'œuvre causée par la pénurie a entraîné une hausse des taux de rémunération, des coûts de formation et des heures supplémentaires. Les pressions sur les coûts de main-d'œuvre aussi ont accru les coûts liés au transfert et à l'élimination, en raison des hausses inflationnistes de coûts liées à l'utilisation de treuils de tiers et de nos coûts d'entretien et de réparation, car la pénurie de techniciens a entraîné une augmentation des heures supplémentaires et une dépendance accrue envers des ateliers de réparation et des techniciens tiers, dont le coût est plus élevé. Les coûts d'entretien et de réparation ont également augmenté en raison des travaux d'entretien additionnels effectués sur la flotte et les conteneurs attribuables aux délais de livraison des nouveaux camions et équipements causés par les contraintes liées à la chaîne d'approvisionnement. Les coûts de carburant ont diminué de 15,5 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2022 pour s'établir à 92,2 M\$ au cours du trimestre clos le 30 septembre 2023, essentiellement par suite d'une baisse du prix du carburant. Une hausse des coûts de gestion des risques, particulièrement des coûts liés aux demandes d'indemnisation pour accident de travail, a également contribué à l'augmentation des autres coûts des ventes. Le coût des ventes en pourcentage des produits pour le trimestre clos le 30 septembre 2023, de 80,8 %, a reculé de 610 points de base, par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2022. Les variations enregistrées pour chaque catégorie de coûts, exprimés en pourcentage des produits, découlent de l'incidence de la modification de la composition des activités, de nos stratégies en matière de tarification, de la réalisation de gains d'efficacité opérationnelle et de la baisse du prix du carburant, contrebalancées par les pressions inflationnistes sur les coûts. Compte non tenu de la dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles, de l'amortissement des immobilisations incorporelles et des coûts d'acquisition et de changement de marque et autres coûts d'intégration, le coût des ventes exprimé en pourcentage du total des produits s'est établi à 62,5 % pour le trimestre clos le 30 septembre 2023, en baisse de 330 points de base par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2022.

Le coût des ventes pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2023 s'est chiffré à 4 672,0 M\$, ce qui représente une hausse de 332,5 M\$ par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2022 en partie attribuable à l'effet des acquisitions, contrebalancées par les dessaisissements. Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2023, la pression accrue sur les coûts de main-d'œuvre causée par la pénurie a entraîné une hausse des taux de rémunération, des coûts de formation et des heures supplémentaires. Les pressions sur les coûts de main-d'œuvre ont accru les coûts liés au transfert et à l'élimination, en raison des hausses de coûts liées à l'utilisation de treuils de tiers et de nos coûts d'entretien et de réparation, car la pénurie de techniciens a entraîné une augmentation des heures supplémentaires et une dépendance accrue envers des ateliers de réparation et des techniciens tiers, dont le coût est plus élevé. Les coûts d'entretien et de réparation ont également augmenté en raison des travaux d'entretien additionnels effectués sur la flotte et les conteneurs attribuables aux délais de livraison des nouveaux camions et équipements causés par les contraintes liées à la chaîne d'approvisionnement. Les délais de livraison des nouveaux camions ont aussi entraîné une augmentation des coûts de location d'équipement et ont contribué à la hausse des autres coûts des ventes. Les coûts de carburant ont reculé de 14,2 M\$ par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2022 pour s'établir à 280,5 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2023, essentiellement en raison de la baisse du prix du carburant. Une hausse des coûts de gestion des risques, particulièrement des coûts liés aux demandes d'indemnisation pour accident de travail, a également contribué à l'augmentation des autres coûts des ventes. Le coût des ventes en pourcentage du total des produits pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2023, de 82,9 %, a reculé de 490 points de base par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2022. Les variations enregistrées pour chaque catégorie de coûts, exprimés en pourcentage des produits, découlent de l'incidence de la modification de la composition

des activités, de nos stratégies en matière de tarification, de la réalisation de gains d'efficacité opérationnelle et de la baisse du prix du carburant, contrebalancées par les pressions inflationnistes sur les coûts. Compte non tenu de la dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles, de l'amortissement des immobilisations incorporelles et des coûts d'acquisition et de changement de marque et autres coûts d'intégration, le coût des ventes exprimé en pourcentage du total des produits s'est établi à 63,5 % pour la période de neuf mois le 30 septembre 2023, en baisse de 180 points de base par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2022.

Frais de vente et charges générales et administratives

Les tableaux suivants présentent les frais de vente et charges générales et administratives pour les périodes indiquées.

(en millions de dollars)	Trimestre clos le 30 septembre 2023		Trimestre clos le 30 septembre 2022		Variation	
	Coût	Pourcentage des produits	Coût	Pourcentage des produits	\$	%
Salaires et avantages	110,2 \$	5,8 %	90,9 \$	5,0 %	19,3 \$	21,2 %
Paiements fondés sur des actions	26,5	1,4	13,4	0,7	13,1	97,8
Autres	69,5	3,7	62,5	3,4	7,0	11,2
Sous-total	206,2	10,9	166,8	9,1	39,4	23,6
Dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles	6,2	0,3	7,1	0,4	(0,9)	(12,7)
Coûts de transaction	22,3	1,2	13,6	0,7	8,7	64,0
Frais de vente et charges générales et administratives	234,7 \$	12,4 %	187,5 \$	10,2 %	47,2 \$	25,2 %

(en millions de dollars)	Période de neuf mois close le 30 septembre 2023		Période de neuf mois close le 30 septembre 2022		Variation	
	Coût	Pourcentage des produits	Coût	Pourcentage des produits	\$	%
Salaires et avantages	338,4 \$	6,0 %	267,0 \$	5,4 %	71,4 \$	26,7 %
Paiements fondés sur des actions	56,7	1,0	38,2	0,8	18,5	48,4
Autres	204,7	3,6	164,1	3,3	40,6	24,7
Sous-total	599,8	10,6	469,3	9,5	130,5	27,8
Dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles	19,7	0,4	22,4	0,5	(2,7)	(12,1)
Coûts de transaction	63,9	1,1	36,9	0,7	27,0	73,2
Frais de vente et charges générales et administratives	683,4 \$	12,1 %	528,6 \$	10,7 %	154,8 \$	29,3 %

Les frais de vente et charges générales et administratives se sont élevés à 234,7 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2023, ce qui représente une hausse de 47,2 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2022. L'augmentation tient principalement à la hausse des salaires, des avantages et d'autres coûts liés à des tiers se rapportant aux investissements dans l'infrastructure de technologie de l'information en vue de faciliter la migration d'une infrastructure locale à une infrastructure infonuagique ainsi qu'à d'autres coûts attribuables au nombre et à la taille des entreprises acquises depuis le 1^{er} juillet 2022. La hausse des coûts de transaction se rapporte essentiellement aux acquisitions. Pour le trimestre clos le 30 septembre 2023, les coûts discrétionnaires, comme les frais de déplacement et les paiements fondés sur des actions, ont par ailleurs augmenté. Les frais de vente et charges générales et administratives en pourcentage des produits pour le trimestre clos le 30 septembre 2023 ont augmenté de 220 points de base en comparaison du trimestre clos le 30 septembre 2022 pour s'établir à 12,4 %. Compte non tenu de la dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles et des coûts de transaction, les frais de vente et charges générales et administratives exprimés en pourcentage des produits pour le trimestre clos le 30 septembre 2023 se sont établis à 10,9 %, comparativement à 9,1 % pour le trimestre clos le 30 septembre 2022.

Les frais de vente et charges générales et administratives se sont élevés à 683,4 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2023, ce qui représente une hausse de 154,8 M\$ par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2022. L'augmentation tient principalement à la hausse des salaires, des avantages et d'autres coûts liés à des tiers se rapportant aux investissements dans l'infrastructure de technologie de l'information en vue de faciliter la migration d'une infrastructure locale à une infrastructure infonuagique ainsi qu'à d'autres coûts attribuables au nombre et à la taille des entreprises acquises depuis le 1^{er} janvier 2022. La hausse des coûts de transaction se rapporte essentiellement aux acquisitions et aux dessaisissements. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2023, les coûts discrétionnaires, comme les frais de déplacement et les paiements fondés sur des actions, ont par ailleurs augmenté. Les frais de vente et charges générales et administratives en pourcentage des produits pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2023 ont augmenté de 140 points de base en comparaison de la période de neuf mois close le 30 septembre 2022 pour s'établir à 12,1 %. Compte non tenu de la dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles et des coûts de transaction, les frais de vente et charges générales et administratives exprimés en pourcentage des produits pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2023 se sont établis à 10,6 %, comparativement à 9,5 % pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022.

Charges d'intérêts et autres charges financières

Les tableaux suivants présentent les charges d'intérêts et autres charges financières pour les périodes indiquées.

(en millions de dollars)	Trimestre clos le 30 septembre 2023	Trimestre clos le 30 septembre 2022	Variation	
			\$	%
Intérêts	116,4 \$	118,9 \$	(2,5) \$	(2,1) %
Amortissement des frais de financement différés	4,3	3,6	0,7	19,4
Désactualisation des obligations liées aux activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	8,9	5,9	3,0	50,8
Autres charges financières	7,6	7,8	(0,2)	(2,6)
Charges d'intérêts et autres charges financières	137,2 \$	136,2 \$	1,0 \$	0,7 %

(en millions de dollars)	Période de neuf mois close le 30 septembre 2023	Période de neuf mois close le 30 septembre 2022	Variation	
			\$	%
Intérêts	395,5 \$	295,3 \$	100,2 \$	33,9 %
Résiliation d'ententes de couverture	8,7	—	8,7	—
Amortissement des frais de financement différés	13,6	10,1	3,5	34,7
Désactualisation des obligations liées aux activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	25,3	15,1	10,2	67,5
Autres charges financières	23,6	20,2	3,4	16,8
Charges d'intérêts et autres charges financières	466,7 \$	340,7 \$	126,0 \$	37,0 %

Les charges d'intérêts et autres charges financières du trimestre clos le 30 septembre 2023 se sont établies à 137,2 M\$, ce qui représente une hausse de 1,0 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2022. Cette augmentation s'explique principalement par une hausse de 3,0 M\$ de la désactualisation des obligations liées aux activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement. L'augmentation a été contrebalancée en partie par une baisse de 2,5 M\$ des charges d'intérêts. Les charges d'intérêts applicables à nos obligations sur la dette ont diminué en raison d'une moins grande utilisation de la facilité de crédit renouvelable (définie ci-après) par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, et du remboursement d'une portion de notre facilité d'emprunt à terme garantie de premier rang libellée en dollars américains au moyen du produit lié aux dessaisissements, facteurs qui ont été contrebalancés par la hausse des taux d'intérêt au Canada et aux États-Unis et l'augmentation des obligations sur la dette à long terme relativement à la facilité d'emprunt à terme A (définie ci-après).

Les charges d'intérêts et autres charges financières de la période de neuf mois close le 30 septembre 2023 se sont établies à 466,7 M\$, ce qui représente une hausse de 126,0 M\$ par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2022. Cette augmentation s'explique principalement par la hausse de 100,2 M\$ des charges d'intérêts, qui se sont chiffrées à 395,5 M\$, en raison de la hausse des taux d'intérêt au Canada et aux États-Unis et de la hausse de l'encours de la dette à long terme sur la facilité d'emprunt à terme A, ainsi que par la perte non récurrente de 8,7 M\$ découlant de la résiliation d'ententes de couverture pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2023.

Autres produits et charges

Les tableaux suivants présentent les autres produits et charges pour les périodes indiquées.

(en millions de dollars)	Trimestre clos le 30 septembre 2023	Trimestre clos le 30 septembre 2022	Variation	
			\$	%
Perte de change	46,9 \$	195,3 \$	(148,4) \$	(76,0) %
Profit lié à la valeur de marché sur les contrats d'achat	—	(10,3)	10,3	100,0
Profit à la vente d'immobilisations corporelles	(6,7)	(5,7)	(1,0)	(17,5)
Autres	(15,2)	3,4	(18,6)	(547,1)
Autres charges	25,0 \$	182,7 \$	(157,7) \$	(86,3) %

(en millions de dollars)	Période de neuf mois close le 30 septembre 2023	Période de neuf mois close le 30 septembre 2022	Variation	
			\$	%
(Profit) perte de change	(4,6) \$	249,3 \$	(253,9) \$	(101,8) %
Perte (profit) lié(e) à la valeur de marché sur les contrats d'achat	104,3	(391,4)	495,7	126,6
Profit à la vente d'immobilisations corporelles	(13,1)	(10,1)	(3,0)	(29,7)
Autres	(17,5)	12,5	(30,0)	(240,0)
Autres charges (produits)	69,1 \$	(139,7) \$	208,8 \$	149,5 %

Les autres charges se sont chiffrées à 25,0 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2023, comparativement à 182,7 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2022. Cette baisse s'explique surtout par une variation de la perte de change hors trésorerie de 148,4 M\$ découlant de la réévaluation en dollars canadiens des UCPC et de la tranche non couverte de notre dette libellée en dollars américains, au moyen du taux de change en vigueur au 30 septembre 2023. Cette diminution a été partiellement contrebalancée par une variation hors trésorerie de 10,3 M\$ à la réévaluation des contrats d'achat au cours de l'exercice précédent.

Les autres charges se sont chiffrées à 69,1 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2023, comparativement aux autres produits de 139,7 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022. Ce changement s'explique surtout par une variation hors trésorerie de 495,7 M\$ à la réévaluation des contrats d'achat. Cette augmentation a été partiellement contrebalancée par une variation de la perte de change hors trésorerie de 253,9 M\$ découlant de la réévaluation en dollars canadiens des UCPC et de la tranche non couverte de notre dette libellée en dollars américains, au moyen du taux de change en vigueur au 30 septembre 2023.

Dessaisissements

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2023, nous avons réalisé le dessaisissement de certains actifs et activités dans trois entreprises non essentielles du secteur des déchets solides aux États-Unis pour un produit total de 1 645,9 M\$, ce qui a donné lieu à un profit au dessaisissement de 575,0 M\$.

Les trois entreprises non essentielles du secteur des déchets solides aux États-Unis, qui font partie du secteur Déchets solides – États-Unis de GFL, ne répondaient pas aux critères permettant de les classer dans les activités abandonnées, car elles ne représentent pas une gamme d'activités ou une région principale.

Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat

Le recouvrement d'impôt sur le résultat a reculé de 57,8 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2022 pour s'établir à 18,0 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2023. Cette diminution s'explique surtout par des pertes fiscales moindres, qui tiennent partiellement à une diminution de la perte de change hors trésorerie et à l'utilisation des pertes d'exploitation nettes de l'exercice précédent attribuables aux dessaisissements.

La charge d'impôt sur le résultat a augmenté de 324,3 M\$ par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2022 pour s'établir à 178,8 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2023. Cette augmentation s'explique surtout par le profit au dessaisissement, en partie contrebalancé par l'augmentation de la dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2023.

La comptabilisation d'actifs d'impôt différé liés à ces pertes dépend de la disponibilité de passifs d'impôt différé pouvant être portés en réduction de ces actifs d'impôt différé dans l'avenir.

3. Résultats d'exploitation sectoriels

Nos principales lignes d'activité sont le transport, la gestion et le recyclage des déchets solides et liquides ainsi que les services d'assainissement des sols. Nos secteurs opérationnels sont les suivants : Déchets solides, qui comprend le transport, l'enfouissement, le transfert et les installations de récupération de matériaux, et Services environnementaux, qui comprend la gestion des déchets liquides et les services d'assainissement des sols.

Les résultats de nos secteurs opérationnels sont présentés conformément aux critères utilisés pour la préparation du rapport interne destiné au principal décideur opérationnel responsable de l'affectation des ressources et de l'évaluation du rendement des secteurs opérationnels. Le principal décideur opérationnel évalue le rendement des secteurs opérationnels en fonction de plusieurs facteurs, y compris les produits et le BAIIA ajusté.

Analyse des résultats du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2023 par rapport au trimestre et à la période de neuf mois clos le 30 septembre 2022

Les tableaux suivants présentent les produits et le BAIIA ajusté par secteurs opérationnels pour les périodes indiquées. Les produits bruts sont calculés en fonction des produits avant les éliminations intersociétés.

	Trimestre clos le 30 septembre 2023			
	Produits bruts	Produits intersociétés	Produits	BAIIA ajusté ¹⁾
Déchets solides				
Canada	543,4 \$	(69,8) \$	473,6 \$	133,7 \$
États-Unis	1 160,3	(131,4)	1 028,9	338,1
Déchets solides	1 703,7	(201,2)	1 502,5	471,8
Services environnementaux	431,1	(43,6)	387,5	119,9
Siège social	—	—	—	(61,4)
	<u>2 134,8 \$</u>	<u>(244,8) \$</u>	<u>1 890,0 \$</u>	<u>530,3 \$</u>
	Trimestre clos le 30 septembre 2022			
	Produits bruts	Produits intersociétés	Produits	BAIIA ajusté ¹⁾
Déchets solides				
Canada	516,3 \$	(69,0) \$	447,3 \$	122,4 \$
États-Unis	1 142,0	(122,5)	1 019,5	300,8
Déchets solides	1 658,3	(191,5)	1 466,8	423,2
Services environnementaux	390,9	(26,5)	364,4	96,5
Siège social	—	—	—	(46,4)
	<u>2 049,2 \$</u>	<u>(218,0) \$</u>	<u>1 831,2 \$</u>	<u>473,3 \$</u>

1) Le BAIIA ajusté est une mesure non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux IFRS et indicateurs de performance clés ».

	Période de neuf mois close le 30 septembre 2023			
	Produits bruts	Produits intersociétés	Produits	BAIIA ajusté ¹⁾
Déchets solides				
Canada	1 547,4 \$	(195,5) \$	1 351,9 \$	371,0 \$
États-Unis	3 581,2	(392,1)	3 189,1	1 029,7
Déchets solides	5 128,6	(587,6)	4 541,0	1 400,7
Services environnementaux	1 208,1	(116,4)	1 091,7	293,6
Siège social	—	—	—	(182,8)
	<u>6 336,7 \$</u>	<u>(704,0) \$</u>	<u>5 632,7 \$</u>	<u>1 511,5 \$</u>

	Période de neuf mois close le 30 septembre 2022			
	Produits bruts	Produits intersociétés	Produits	BAIIA ajusté ¹⁾
Déchets solides				
Canada	1 422,4 \$	(184,7) \$	1 237,7 \$	333,9 \$
États-Unis	3 121,9	(339,9)	2 782,0	845,7
Déchets solides	4 544,3	(524,6)	4 019,7	1 179,6
Services environnementaux	990,3	(69,9)	920,4	234,4
Siège social	—	—	—	(133,0)
	<u>5 534,6 \$</u>	<u>(594,5) \$</u>	<u>4 940,1 \$</u>	<u>1 281,0 \$</u>

1) Le BAIIA ajusté est une mesure non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux IFRS et indicateurs de performance clés ».

Déchets solides – secteur opérationnel au Canada

Les produits se sont élevés à 473,6 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2023, ce qui représente une hausse de 26,3 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2022. L'augmentation s'explique par les acquisitions conclues depuis le 1^{er} juillet 2022, déduction faite des dessaisissements, qui ont fourni un apport d'environ 5,3 M\$ aux produits, et par la hausse des prix à hauteur de 33,1 M\$. La hausse des prix a été supérieure à celle du trimestre clos le 30 septembre 2022, en raison de la poursuite de la mise en œuvre de nos stratégies en matière de tarification et des ajustements importants de l'indice des prix à la consommation (« IPC ») concernant certains contrats municipaux. L'augmentation a été contrebalancée en partie par la diminution de 8,0 M\$ des surcharges et par la baisse des prix de vente des marchandises pouvant être vendues issues de nos installations de récupération de matériaux. Les volumes ont donné lieu à une diminution des produits de 3,5 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2023 par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2022, ce qui s'explique principalement par la baisse des volumes générés par des événements dans nos activités postérieures à la collecte, par les pertes de volumes non déplorables dans nos activités liées aux services de collecte, de même que par l'incidence de l'abandon délibéré de services non essentiels.

Les produits se sont élevés à 1 351,9 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2023, ce qui représente une hausse de 114,2 M\$ par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2022. L'augmentation s'explique par les acquisitions, déduction faite des dessaisissements, conclues depuis le 1^{er} janvier 2022, qui ont fourni un apport d'environ 39,3 M\$ aux produits et par les hausses des prix à hauteur de 107,8 M\$. Les hausses des prix ont été supérieures à celles de la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, en raison de la poursuite de la mise en œuvre de nos stratégies en matière de tarification et des ajustements importants de l'IPC concernant certains contrats municipaux. Cette augmentation a été contrebalancée en partie par la diminution de 18,5 M\$ des surcharges et par la baisse des prix de vente des marchandises pouvant être vendues issues de nos installations de récupération de matériaux. Les volumes ont donné lieu à une diminution des produits de 13,8 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2023 par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, ce qui s'explique principalement par la baisse des volumes générés par des événements dans nos activités postérieures à la collecte, par les pertes de volumes non déplorables dans nos activités liées aux services de collecte, de même que par l'incidence de l'abandon délibéré de services non essentiels.

Le BAIIA ajusté s'est chiffré à 133,7 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2023, ce qui représente une hausse de 11,3 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2022, laquelle est principalement attribuable aux variations des produits décrites plus haut. La marge du BAIIA ajusté s'est chiffrée à 28,2 % pour le trimestre clos le 30 septembre 2023, ce qui représente une hausse de 80 points de base par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2022. L'augmentation est attribuable à la croissance interne de la marge découlant des stratégies en matière de tarification, de la réalisation de gains d'efficacité

opérationnelle et de la baisse du prix du carburant. Cette augmentation a été contrebalancée en partie par la baisse des prix des marchandises, la hausse des coûts de main-d'œuvre du fait du resserrement des marchés de la main-d'œuvre qui a fait monter les taux de rémunération, les coûts de la formation et les heures supplémentaires, et l'augmentation des coûts liés au transfert, à l'élimination, à l'entretien et aux réparations découlant des pressions inflationnistes sur les coûts et des délais causés par les contraintes de la chaîne d'approvisionnement. L'apport à la marge du BAIIA ajusté des produits additionnels provenant des acquisitions a été inférieur à celui des produits provenant des entreprises existantes, ce qui a eu un effet défavorable sur la marge globale du BAIIA ajusté.

Le BAIIA ajusté s'est chiffré à 371,0 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2023, ce qui représente une hausse de 37,1 M\$ par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, laquelle est principalement attribuable aux variations des produits décrites plus haut. La marge du BAIIA ajusté s'est chiffrée à 27,4 % pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2023, ce qui représente une hausse de 40 points de base par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2022. L'augmentation est surtout attribuable à la croissance interne de la marge découlant des stratégies en matière de tarification et de la réalisation de gains d'efficacité opérationnelle, ainsi qu'à la baisse du prix du carburant. Cette augmentation a été contrebalancée en partie par la baisse des prix des marchandises, la hausse des coûts de main-d'œuvre du fait du resserrement des marchés de la main-d'œuvre qui a fait monter les taux de rémunération, les coûts de la formation et les heures supplémentaires, et l'augmentation des coûts liés au transfert, à l'élimination, à l'entretien et aux réparations découlant des pressions inflationnistes sur les coûts et des délais causés par les contraintes de la chaîne d'approvisionnement. L'apport à la marge du BAIIA ajusté des produits additionnels provenant des acquisitions a été inférieur à celui des produits provenant des entreprises existantes, ce qui a eu un effet défavorable sur la marge globale du BAIIA ajusté.

Déchets solides – secteur opérationnel aux États-Unis

Les produits se sont élevés à 1 028,9 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2023, ce qui représente une hausse de 9,4 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2022. La variation des produits tient compte des dessaisissements, qui représentent un apport de 110,8 M\$ aux produits de la période correspondante de l'exercice précédent. Compte non tenu de l'incidence des dessaisissements, les produits ont enregistré une hausse de 120,2 M\$. Cette hausse s'explique principalement par les acquisitions conclues depuis le 1^{er} juillet 2022, qui ont fourni un apport d'environ 53,4 M\$, et par la hausse des prix à hauteur de 95,7 M\$. La hausse des prix a été supérieure à celle du trimestre clos le 30 septembre 2022, en raison de la poursuite de la mise en œuvre de nos stratégies en matière de tarification et des ajustements importants de l'IPC. La hausse a été contrebalancée en partie par la baisse de 24,3 M\$ des surcharges et la diminution des prix de vente des marchandises pouvant être vendues issues de nos installations de récupération de matériaux. Les volumes ont donné lieu à une diminution des produits de 31,8 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2023 par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2022, ce qui s'explique principalement par les pertes de volumes non déplorables dans nos activités liées aux services de collecte. Les variations du taux de change ont entraîné une hausse des produits de 27,2 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2023 par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2022.

Les produits se sont élevés à 3 189,1 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2023, ce qui représente une hausse de 407,1 M\$ par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2022. La variation des produits tient compte des dessaisissements, qui représentent un apport de 137,1 M\$ aux produits de la période correspondante de l'exercice précédent. Compte non tenu de l'incidence des dessaisissements, les produits ont enregistré une hausse de 544,2 M\$. Cette hausse s'explique principalement par les acquisitions conclues depuis le 1^{er} janvier 2022, qui ont fourni un apport d'environ 205,0 M\$ aux produits, et par la hausse des prix à hauteur de 313,2 M\$. La hausse des prix a été supérieure à celle de la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, en raison de la poursuite de la mise en œuvre de nos stratégies en matière de tarification et des ajustements importants de l'IPC. La hausse a été contrebalancée en partie par la baisse de 53,3 M\$ des surcharges et la diminution des prix de vente des marchandises pouvant être vendues issues de nos installations de récupération de matériaux. Les volumes ont donné lieu à une diminution des produits de 61,7 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2023 par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, ce qui s'explique principalement par les volumes non déplorables dans nos activités liées aux services de collecte. Les variations du taux de change ont entraîné une hausse des produits de 141,0 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2023 par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2022.

Le BAIIA ajusté s'est chiffré à 338,1 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2023, ce qui représente une hausse de 37,3 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2022, laquelle est principalement attribuable aux variations des produits décrites plus haut. La marge du BAIIA ajusté s'est chiffrée à 32,9 % pour le trimestre clos le 30 septembre 2023, ce qui représente une hausse de 340 points de base par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2022. L'augmentation est attribuable surtout à la croissance interne de la marge découlant des stratégies en matière de tarification et de la réalisation de gains d'efficacité opérationnelle, ainsi qu'à la baisse du prix du carburant. Cette augmentation a été contrebalancée en partie par la baisse des prix des marchandises, la hausse des coûts de main-d'œuvre du fait du resserrement des marchés de la main-d'œuvre

qui a fait monter les taux de rémunération, les coûts de la formation et les heures supplémentaires, et l'augmentation des coûts liés au transfert, à l'élimination, à l'entretien et aux réparations découlant des pressions inflationnistes sur les coûts et des délais causés par les contraintes de la chaîne d'approvisionnement. La marge du BAIIA ajusté a subi l'incidence défavorable de la hausse des coûts liés aux demandes d'indemnisation pour accident de travail. L'incidence nette des acquisitions et des dessaisissements sur les produits a représenté une marge du BAIIA ajusté inférieure à celle des produits provenant des entreprises existantes, ce qui a eu un effet défavorable sur la marge globale du BAIIA ajusté.

Le BAIIA ajusté s'est chiffré à 1 029,7 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2023, ce qui représente une hausse de 184,0 M\$ par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, laquelle est principalement attribuable aux variations des produits décrites plus haut. La marge du BAIIA ajusté s'est chiffrée à 32,3 % pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2023, ce qui représente une hausse de 190 points de base par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2022. L'augmentation est attribuable surtout à la croissance interne de la marge découlant des stratégies en matière de tarification et de la réalisation de gains d'efficacité opérationnelle. Cette augmentation a été contrebalancée en partie par la baisse des prix des marchandises, la hausse des coûts de main-d'œuvre du fait du resserrement des marchés de la main-d'œuvre qui a fait monter les taux de rémunération, les coûts de la formation et les heures supplémentaires, et l'augmentation des coûts liés au transfert, à l'élimination, à l'entretien et aux réparations découlant des pressions inflationnistes sur les coûts et des délais causés par les contraintes de la chaîne d'approvisionnement. La marge du BAIIA ajusté a subi l'incidence défavorable de la hausse des frais de déplacement et des coûts liés aux demandes d'indemnisation pour accident de travail. L'incidence nette des acquisitions et des dessaisissements sur les produits a représenté une marge du BAIIA ajusté inférieure à celle des produits provenant des entreprises existantes, ce qui a eu un effet défavorable sur la marge globale du BAIIA ajusté.

Secteur opérationnel Services environnementaux

Les produits se sont élevés à 387,5 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2023, ce qui représente une hausse de 23,1 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2022. Cette variation des produits tient compte des dessaisissements et des produits découlant de l'importante quantité de travaux effectués en sous-traitance, qui représentent un apport de 33,0 M\$ aux produits de la période correspondante de l'exercice précédent. Compte non tenu de cette incidence, les produits ont enregistré une hausse de 56,1 M\$. Une tranche d'environ 31,2 M\$ des produits est attribuable aux acquisitions conclues depuis le 1^{er} juillet 2022. À l'apport des acquisitions s'ajoute une croissance interne des produits qui s'est chiffrée à 23,0 M\$, attribuable à la hausse des activités liées aux services de collecte et de traitement pour des clients industriels et au niveau accru d'activités de mesures d'urgence, facteurs qui ont été contrebalancés en partie par la baisse des volumes de sols traités dans nos installations. Les variations du taux de change ont entraîné une hausse des produits de 1,9 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2023 par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2022.

Les produits se sont élevés à 1 091,7 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2023, ce qui représente une hausse de 171,3 M\$ par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2022. Cette variation des produits tient compte des dessaisissements et des produits découlant de l'importante quantité de travaux effectués en sous-traitance, qui représentent un apport de 39,0 M\$ aux produits de la période correspondante de l'exercice précédent. Compte non tenu de cette incidence, les produits ont enregistré une hausse de 210,3 M\$. Une tranche d'environ 86,1 M\$ de l'augmentation des produits est attribuable aux acquisitions conclues depuis le 1^{er} janvier 2022. À l'apport des acquisitions s'ajoute une croissance interne des produits qui s'est chiffrée à 115,0 M\$, attribuable à la hausse des activités liées aux services de collecte et de traitement pour des clients industriels et au niveau accru d'activités de mesures d'urgence, facteurs qui ont été contrebalancés en partie par la baisse des volumes de sols traités dans nos installations à l'exercice précédent, en raison des volumes non récurrents comptabilisés au cours de l'exercice précédent. Les variations du taux de change ont entraîné une hausse des produits de 9,3 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2023 par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2022.

Le BAIIA ajusté s'est chiffré à 119,9 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2023, ce qui représente une hausse de 23,4 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2022. La marge du BAIIA ajusté s'est chiffrée à 30,9 % pour le trimestre clos le 30 septembre 2023, ce qui représente une hausse de 440 points de base par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2022. Les stratégies en matière de tarification, le contrôle des coûts variables et la baisse du prix du carburant ont favorisé la marge du BAIIA ajusté pour le trimestre clos le 30 septembre 2023. Ces hausses ont été neutralisées par l'accroissement des coûts de main-d'œuvre du fait du resserrement des marchés de la main-d'œuvre qui a fait monter les taux de rémunération, par les coûts de la formation et les heures supplémentaires, et par l'augmentation des coûts liés au transfert et à l'élimination découlant des pressions inflationnistes sur les coûts et des délais causés par les contraintes de la chaîne d'approvisionnement. L'apport à la marge du BAIIA ajusté des produits additionnels provenant des acquisitions a été inférieur à celui des produits provenant des entreprises existantes, ce qui a eu un effet défavorable sur la marge globale du BAIIA ajusté.

Le BAIIA ajusté s'est chiffré à 293,6 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2023, ce qui représente une hausse de 59,2 M\$ par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, laquelle est principalement attribuable

aux variations des produits décrites plus haut. La marge du BAIIA ajusté s'est chiffrée à 26,9 % pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2023, ce qui représente une hausse de 140 points de base par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2022. Les stratégies en matière de tarification, le contrôle des coûts variables, la baisse du prix du carburant ainsi que le levier d'exploitation associé au rétablissement des volumes ont favorisé la marge du BAIIA ajusté pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2023. Ces hausses ont été neutralisées par l'accroissement des coûts de main-d'œuvre du fait du resserrement des marchés de la main-d'œuvre qui a fait monter les taux de rémunération, les coûts de la formation et les heures supplémentaires, et l'augmentation des coûts liés au transfert, à l'élimination, à l'entretien et aux réparations découlant des pressions inflationnistes sur les coûts et des délais causés par les contraintes de la chaîne d'approvisionnement. De plus, la hausse des frais de sous-traitance par suite du niveau accru d'activités de mesures d'urgence a pesé sur la marge du BAIIA ajusté pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2023. L'apport à la marge du BAIIA ajusté des produits additionnels provenant des acquisitions a été inférieur à celui des produits provenant des entreprises existantes, ce qui a eu un effet défavorable sur la marge globale du BAIIA ajusté.

Siège social

Les charges générales se sont élevées à 61,4 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2023, ce qui représente une hausse de 15,0 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2022. La hausse s'explique essentiellement par les investissements dans l'infrastructure de technologie de l'information, y compris la hausse des salaires, des avantages et d'autres coûts liés à des tiers requis pour faciliter la migration d'une infrastructure locale à une infrastructure infonuagique. Les effectifs additionnels et les coûts indirects aux fins du soutien de la croissance des activités ont également contribué à cette augmentation. Les charges générales en pourcentage du total des produits se sont élevées à 3,2 % pour le trimestre clos le 30 septembre 2023, ce qui représente une hausse de 70 points de base par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2022.

Les charges générales se sont élevées à 182,8 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2023, ce qui représente une hausse de 49,8 M\$ par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2022. La hausse s'explique essentiellement par les investissements dans l'infrastructure de technologie de l'information, y compris la hausse des salaires, des avantages et d'autres coûts liés à des tiers requis pour faciliter la migration d'une infrastructure locale à une infrastructure infonuagique. Les effectifs additionnels et les coûts indirects aux fins du soutien de la croissance des activités ont également contribué à cette augmentation. Les charges générales en pourcentage du total des produits se sont élevées à 3,2 % pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2023, ce qui représente une hausse de 50 points de base par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2022.

4. Situation de trésorerie et sources de financement

Nous prévoyons que les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation et la capacité d'emprunt en vertu de notre facilité de crédit renouvelable (définie ci-après) suffiront pour répondre à nos besoins en capital actuellement prévus. Nous prévoyons que ces sources suffiront pour répondre à nos actuels besoins en matière de dépenses d'investissement liées à l'exploitation, payer nos dividendes et financer certaines acquisitions complémentaires dans le cadre de notre stratégie.

Flux de trésorerie

Flux de trésorerie pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2023 par rapport au trimestre et à la période de neuf mois clos le 30 septembre 2022

(en millions de dollars)	Trimestre clos le 30 septembre 2023	Trimestre clos le 30 septembre 2022	Variation	
			\$	%
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	125,8 \$	286,1 \$	(160,3)\$	(56,0)%
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement	(638,0)	(334,7)	(303,3)	(90,6)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	604,9	67,7	537,2	793,5
Augmentation de la trésorerie	92,7	19,1		
Variations découlant de la réévaluation de la trésorerie en fonction des taux de change	(0,7)	(12,3)		
Trésorerie à l'ouverture de la période	82,2	230,6		
Trésorerie à la clôture de la période	174,2 \$	237,4 \$		

(en millions de dollars)	Période de neuf mois close le	Période de neuf mois close le	Variation	
	30 septembre 2023	30 septembre 2022	\$	%
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	579,0 \$	693,3 \$	(114,3) \$	(16,5)%
Flux de trésorerie provenant (affectés aux) aux activités d'investissement	198,6	(1 329,9)	1 528,5	114,9
Flux de trésorerie (affectés aux) provenant des activités de financement	(683,3)	719,5	(1 402,8)	(195,0)
Augmentation de la trésorerie	94,3	82,9		
Variations découlant de la réévaluation de la trésorerie en fonction des taux de change	(2,2)	(35,9)		
Trésorerie à l'ouverture de la période	82,1	190,4		
Trésorerie à la clôture de la période	174,2 \$	237,4 \$		

Activités d'exploitation

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont établis à 125,8 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2023, ce qui représente une diminution de 160,3 M\$ par rapport à 286,1 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2022. Cette diminution s'explique essentiellement par l'augmentation de 248,6 M\$ de l'impôt payé en trésorerie en raison des dessaisissements et par l'augmentation de 21,6 M\$ des intérêts payés en trésorerie sur la dette à long terme en cours en raison surtout du calendrier des paiements d'intérêts en trésorerie. Cette diminution a été contrebalancée en partie par une hausse du BAIIA pour le trimestre clos le 30 septembre 2023 et une amélioration de 53,7 M\$ du fonds de roulement.

Les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement ont donné lieu à des entrées de trésorerie de 12,9 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2023, comparativement à des sorties de trésorerie de 40,8 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2022. Il y a lieu de se reporter à la note 14 des états financiers intermédiaires pour obtenir des précisions à ce sujet.

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont établis à 579,0 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2023, ce qui représente une diminution de 114,3 M\$ par rapport à 693,3 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022. Cette diminution s'explique essentiellement par l'augmentation de 248,6 M\$ de l'impôt payé en trésorerie en raison des dessaisissements et par l'augmentation de 114,6 M\$ des intérêts payés en trésorerie sur la dette à long terme en cours en raison du calendrier des paiements d'intérêts en trésorerie. Cette diminution a été contrebalancée en partie par une hausse du BAIIA pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2023 et une amélioration de 31,6 M\$ du fonds de roulement.

Les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement ont donné lieu à des sorties de trésorerie de 169,6 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2023, comparativement à des sorties de trésorerie de 201,2 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022. Il y a lieu de se reporter à la note 14 des états financiers intermédiaires pour obtenir des précisions à ce sujet.

Activités d'investissement

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2023, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont augmenté de 303,3 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2022 pour s'établir à 638,0 M\$. Cette augmentation s'explique essentiellement par les dépenses au titre des acquisitions, qui ont augmenté de 252,8 M\$ pour s'établir à 392,3 M\$, et par la hausse des dépenses d'investissement, qui ont augmenté de 68,7 M\$ pour s'établir à 276,3 M\$. Cette hausse a été contrebalancée en partie par le produit tiré de la cession d'actifs, qui a augmenté de 28,1 M\$ pour s'établir à 30,6 M\$.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2023, les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement ont augmenté de 1 528,5 M\$ par rapport aux flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement de la période de neuf mois close le 30 septembre 2022 de 1 329,9 M\$, pour s'établir à 198,6 M\$. Cette augmentation s'explique essentiellement par le produit lié aux dessaisissements, qui a augmenté de 1 326,2 M\$ pour s'établir à 1 645,9 M\$, par le produit tiré de la cession d'actifs et autres, qui a augmenté de 42,1 M\$ pour s'établir à 51,0 M\$, et par les dépenses au titre des acquisitions, qui ont diminué de 454,3 M\$ pour s'établir à 674,7 M\$. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par les dépenses d'investissement, qui ont augmenté de 294,1 M\$ pour s'établir à 823,6 M\$, en grande partie en raison du calendrier des paiements.

Activités de financement

Les flux de trésorerie provenant des activités de financement se sont établis à 604,9 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2023, ce qui représente une augmentation de 537,2 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2022. Cette augmentation s'explique principalement par la hausse de 542,1 M\$ des variations nettes de la dette à long terme et par une baisse de 14,8 M\$ en raison du remboursement de billets amortissables au cours de la période précédente. Cette hausse a été contrebalancée en partie par l'augmentation de 10,5 M\$ des frais de financement.

Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement se sont établis à 683,3 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2023, ce qui représente une augmentation de 1 402,8 M\$ par rapport aux flux de trésorerie provenant des activités de financement de 719,5 M\$ comptabilisés pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022. Cette augmentation s'explique principalement par les variations nettes de 1 422,9 M\$ de la dette à long terme attribuables au produit des dessaisissements utilisé pour effectuer des remboursements sur la dette à long terme. Cette augmentation a été contrebalancée en partie par le produit de 17,3 M\$ découlant de la résiliation d'ententes de couverture et par la contribution de 8,1 M\$ d'une participation ne donnant pas le contrôle.

Sources de liquidités disponibles

Aux termes de notre convention de crédit renouvelable modifiée et reformulée datée du 17 août 2023 (la « **convention de crédit renouvelable** »). En date du 30 septembre 2023, nous avons accès à : a) une facilité de crédit renouvelable de 1 205,0 M\$ (montant disponible en dollars canadiens et en dollars américains) et des facilités de crédit renouvelables d'un montant total de 75,0 M\$ US (montant disponible en dollars américains) (collectivement, la « **facilité de crédit renouvelable** ») et b) un emprunt à terme d'un montant maximal de 775,0 M\$ (la « **facilité d'emprunt à terme A** »).

Au 30 septembre 2023, un montant de 622,0 M\$ avait été prélevé sur la facilité de crédit renouvelable (771,8 M\$ au 31 décembre 2022) et un montant de 775,0 M\$ avait été prélevé sur la facilité d'emprunt à terme A (500,0 M\$ au 31 décembre 2022).

Notre convention de crédit renouvelable comporte des clauses restrictives de nature financière qui prévoient le respect d'un ratio de la dette à long terme nette totale sur le BAIIA ajusté et un ratio de couverture des intérêts (tels que ces ratios sont définis dans la convention de crédit renouvelable).

Le ratio de la dette à long terme nette totale sur le BAIIA ajusté doit être égal ou inférieur à 6,00 sur 1,00 et être respecté pendant quatre trimestres complets à compter de la date de conclusion d'une acquisition significative et, pendant toutes les autres périodes, il doit être égal ou inférieur à 5,75 sur 1,00. Quant au ratio de couverture des intérêts, il doit être égal ou supérieur à 3,00 sur 1,00. Au 30 septembre 2023 et au 31 décembre 2022, nous respectons ces clauses restrictives.

Le tableau suivant présente un sommaire de notre trésorerie et des montants disponibles aux termes de notre facilité de crédit renouvelable aux dates indiquées.

	Au 30 septembre 2023	Au 31 décembre 2022
Trésorerie disponible	174,2 \$	82,1 \$
Montants disponibles aux termes de la facilité de crédit renouvelable ¹⁾	439,5	301,8
	<u>613,7 \$</u>	<u>383,9 \$</u>

1) Les montants disponibles aux termes de la facilité de crédit renouvelable correspondent à la capacité globale de la facilité de crédit renouvelable, moins les montants prélevés et les lettres de crédit.

Obligations contractuelles

Nos obligations contractuelles se composent de remboursements de principal et d'intérêts sur la dette à long terme, d'obligations locatives et d'autres obligations. Le tableau suivant présente nos obligations contractuelles et nos engagements au 30 septembre 2023 :

(en millions de dollars)	Total	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 4 à 5 ans	Par la suite
Dettes à long terme	8 534,2	— \$	3 087,0 \$	3 689,6 \$	1 757,6 \$
Intérêts sur la dette à long terme	1 694,4	451,3	811,7	369,4	62,0
Obligations locatives	583,0	76,4	200,1	69,6	236,9
Autres	321,8	—	—	321,8	—
	<u>11 133,4 \$</u>	<u>527,7 \$</u>	<u>4 098,8 \$</u>	<u>4 450,4 \$</u>	<u>2 056,5 \$</u>

Autres engagements

Nous avons des lettres de crédit en cours totalisant environ 244,9 M\$ au 30 septembre 2023 (233,0 M\$ au 31 décembre 2022), qui ne sont pas comptabilisées dans nos états financiers intermédiaires. Ces lettres de crédit ont principalement trait aux exigences en matière de rendement en vertu de nos contrats municipaux et aux garanties financières émises à des organismes gouvernementaux à l'égard de nos permis d'exploitation.

Au 30 septembre 2023, nous avons émis des cautionnements de bonne exécution totalisant 1 641,5 M\$ (1 560,7 M\$ au 31 décembre 2022).

5. Sommaire des résultats trimestriels

Le tableau suivant présente un sommaire des résultats de nos activités pour les huit derniers trimestres clos aux dates suivantes :

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	30 sept. 2023	30 juin 2023	31 mars. 2022	31 déc. 2022	30 sept. 2022	30 juin 2022	31 mars 2021	31 déc. 2021
Sommaire financier								
Produits	1 890,0 \$	1 943,6 \$	1 799,1 \$	1 821,2 \$	1 831,2 \$	1 707,5 \$	1 401,4 \$	1 439,6 \$
BAIIA ajusté ¹⁾	530,3	540,7	440,5	439,8	473,3	453,3	354,4	375,8
Bénéfice net (perte nette) découlant des activités poursuivies	18,3	293,8	(217,8)	(219,1)	(183,7)	82,6	137,0	(81,7)
Bénéfice (perte) par action, de base	—	0,74	(0,66)	(0,66)	(0,55)	0,17	0,32	(0,26)
Bénéfice (perte) par action, dilué	—	0,72	(0,66)	(0,66)	(0,55)	0,17	0,32	(0,26)

1) Le BAIIA ajusté est une mesure non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux IFRS et indicateurs de performance clés ».

Au cours des huit derniers trimestres, nos résultats ont principalement été touchés par nos initiatives en matière de tarification, le contrôle des coûts et le levier d'exploitation global compensé par les pressions inflationnistes sur les coûts, ainsi que par les acquisitions, les dessaisissements et les activités de financement connexes. En outre, le caractère saisonnier des activités a une incidence sur nos résultats, et ceux-ci tendent à être plus faibles au premier trimestre de l'exercice, en raison principalement des conditions hivernales, qui sont difficiles au Canada, et plus élevés aux deuxième et troisième trimestres de l'exercice, en raison de l'augmentation du volume de déchets générés au cours de l'été dans bon nombre de nos marchés des déchets solides.

6. Principaux facteurs de risque

Nous sommes exposés à un certain nombre de risques du fait des objectifs stratégiques que nous poursuivons et de la nature de nos activités; ils sont énumérés à la rubrique « Facteurs de risque » de notre notice annuelle. Nous sommes également assujettis aux risques financiers suivants :

Instruments financiers et risque financier

Nos instruments financiers se composent de la trésorerie, des créances clients, des dettes fournisseurs, de la dette à long terme, y compris les instruments de couverture connexes, et, avant la conversion automatique le 15 mars 2023, des UCPC. La valeur comptable de nos actifs financiers est équivalente à leur juste valeur.

À l'exception de nos billets en circulation et, avant leur arrivé à échéance le 15 mars 2023, des billets amortissables, la valeur comptable de nos passifs financiers avoisine leur juste valeur. Le tableau suivant présente la hiérarchie des justes valeurs de ces instruments pour les périodes indiquées :

(en millions de dollars)	Juste valeur au 30 septembre 2023			Juste valeur au 31 décembre 2022		
	Prix cotés sur un marché actif (niveau 1)	Données d'entrée observables importantes (niveau 2)	Données d'entrée non observables importantes (niveau 3)	Prix cotés sur un marché actif (niveau 1)	Données d'entrée observables importantes (niveau 2)	Données d'entrée non observables importantes (niveau 3)
Billets	— \$	5 557,4 \$	— \$	— \$	5 568,6 \$	— \$
Billets amortissables	—	—	—	15,5	— \$	—

Le montant net des instruments dérivés est comptabilisé à la juste valeur et classé au niveau 2. Avant la conversion automatique le 15 mars 2023, les contrats d'achat étaient comptabilisés à la juste valeur et classés au niveau 1.

Pour d'autres précisions sur nos instruments financiers, y compris les contrats de couverture, et les facteurs de risque financier connexes, se reporter à nos états financiers intermédiaires, à nos états financiers annuels et à notre rapport de gestion annuel.

7. Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Tous les systèmes de contrôle interne, peu importe l'efficacité de leur conception, comportent des limites inhérentes. Ainsi, même les contrôles et procédures de communication de l'information et contrôles internes à l'égard de l'information financière réputés efficaces peuvent uniquement fournir une assurance raisonnable de l'atteinte de leurs objectifs de contrôle à l'égard de la préparation et de la présentation des états financiers. La direction, sous la supervision de son chef de la direction et de son chef des finances, est responsable d'établir et de maintenir un contrôle interne approprié à l'égard de l'information financière de GFL, qui vise à fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été dressés selon les IFRS. Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2023, il n'y a eu aucun changement dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière de GFL qui a eu, ou qui aurait raisonnablement pu avoir, une incidence importante sur son contrôle interne à l'égard de l'information financière.

8. Autres

Transactions entre parties liées

Après le paiement final du versement semestriel de 3,5 M\$, le principal résiduel impayé relativement au billet à payer à Josaud Holdings Inc. (une entité contrôlée par Patrick Dovigi) se chiffrait à néant au 30 septembre 2023 (3,5 M\$ au 31 décembre 2022).

Après le paiement du versement semestriel de 2,9 M\$, le principal résiduel impayé relativement au billet à payer à Sejosa Holdings Inc. (une entité contrôlée par Patrick Dovigi) se chiffrait à 8,7 M\$ au 30 septembre 2023 (14,5 M\$ au 31 décembre 2022).

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2023, nous avons effectué des paiements de loyers à des parties liées totalisant 2,4 M\$ et 6,4 M\$ (1,6 M\$ et 4,0 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2022).

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2023, nous avons conclu des transactions avec GIP qui ont généré des produits de 6,3 M\$ et de 18,3 M\$ (10,2 M\$ et 13,9 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2022) et des débiteurs nets de 12,8 M\$ au 30 septembre 2023 (créditeurs nets de 3,8 M\$ au 31 décembre 2022).

Renseignements courants sur les actions

Notre capital social autorisé est constitué i) d'un nombre illimité d'actions à droit de vote subalterne, ii) d'un nombre illimité d'actions à droit de vote multiple et iii) d'un nombre illimité d'actions privilégiées.

Au 30 septembre 2023, nous avons 358 172 019 actions à droit de vote subalterne, 11 812 964 actions à droit de vote multiple, 28 571 428 actions privilégiées convertibles perpétuelles de série A (les « **actions privilégiées de série A** ») et 8 196 721 actions privilégiées convertibles perpétuelles de série B (les « **actions privilégiées de série B** ») émises et en circulation. Les actions privilégiées de série A et les actions privilégiées de série B sont appelées collectivement les « **actions privilégiées** ». Toutes les actions à droit de vote multiple émises et en circulation sont détenues ou contrôlées, directement ou indirectement, par des entités contrôlées par Patrick Dovigi.

Au 30 septembre 2023, a) les actions privilégiées de série A pouvaient être converties en 29 336 547 actions à droit de vote subalterne, à un prix de conversion de 25,19 \$ US, ce qui représente 7,4 % des actions à droit de vote subalterne émises et en circulation et 5,7 % de l'ensemble des droits de vote en circulation, et b) les actions privilégiées de série B pouvaient être converties en 7 602 238 actions à droit de vote subalterne, à un prix de conversion de 43,90 \$ US, ce qui représente 1,9 % des actions à droit de vote subalterne émises et en circulation et 1,5 % de l'ensemble des droits de vote en circulation. Les porteurs des actions privilégiées ont le droit de voter, comme si la conversion avait eu lieu, à l'égard de toutes les questions soumises au vote des porteurs d'actions à droit de vote subalterne et d'actions à droit de vote multiple et, dans la mesure du possible, voteront avec les porteurs d'actions à droit de vote subalterne et d'actions à droit de vote multiple comme une seule catégorie. Chaque porteur d'actions privilégiées est réputé détenir, aux seules fins du vote lors de toute assemblée des actionnaires de GFL à laquelle il a droit de voter, le nombre d'actions privilégiées correspondant au nombre d'actions subalternes à droit de vote subalterne dans lesquelles les actions privilégiées enregistrées de ce porteur sont convertibles à la date de clôture des registres aux fins de la détermination des actionnaires ayant le droit de voter à cette assemblée des actionnaires. La priorité en cas de liquidation associée aux actions privilégiées de série A et aux actions privilégiées de série B donne lieu à une désactualisation au taux annuel de 7,000 % et de 6,000 %, respectivement, composé trimestriellement. À compter du 31 décembre 2024 (dans le cas des actions privilégiées de série A) ou du 31 décembre 2025 (dans le cas des actions privilégiées de série B), GFL aura l'option, chaque trimestre, de racheter un certain nombre d'actions privilégiées d'un montant égal à l'augmentation de la priorité en cas de liquidation pour le trimestre. Ce montant de rachat optionnel peut être réglé en trésorerie ou en actions à droit de vote subalterne, au choix de GFL. Si GFL choisit de payer en trésorerie le montant du rachat optionnel pour un trimestre donné, le taux de désactualisation pour ce trimestre pour les actions privilégiées de série A et les actions privilégiées de série B sera de 6,000 % et de 5,000 % par année, respectivement. Les actions privilégiées sont assujetties à des restrictions de transfert, mais elles peuvent être converties en actions à droit de vote subalterne par le porteur en tout temps. GFL peut également demander la conversion ou le rachat des actions privilégiées à une date antérieure, dans certaines circonstances.

Le 15 mars 2023, les contrats d'achat en cours restants ont été convertis automatiquement en actions à droit de vote subalterne au taux minimum alors en vigueur de 2,1940 actions à droit de vote subalterne par contrat d'achat. Au 31 décembre 2022, 11 698 543 contrats d'achat étaient en cours.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 10 mai 2023, la TSX a accepté notre avis d'intention visant le renouvellement de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités (l'« **offre publique de rachat** ») au cours de la période de douze mois débutant le 12 mai 2023 et prenant fin le 11 mai 2024. Aux termes de l'offre publique de rachat, un nombre maximal de 17 867 120 actions à droit de vote subalterne peuvent être rachetées par GFL, ce qui représente environ 5,0 % des actions à droit de vote subalterne émises et en circulation au 2 mai 2023. L'offre publique de rachat précédente de GFL, qui a pris fin le 11 mai 2023, permettait le rachat d'un nombre maximal de 16 510 694 actions à droit de vote subalterne. Les rachats seront effectués en menant des transactions sur le marché libre à la TSX et à la NYSE ou sur d'autres systèmes de négociation admissibles, ou par d'autres moyens autorisés par une autorité en valeurs mobilières. Aux termes de l'offre publique de rachat, GFL pourra racheter quotidiennement, par l'intermédiaire de la TSX, un nombre maximal de 66 937 actions à droit de vote subalterne, ce qui représente 25 % du volume des opérations quotidien moyen, calculé conformément aux règles de la TSX pour la période de six mois commençant le 1^{er} novembre 2022 et se terminant le 30 avril 2023. Toutes les actions à droit de vote subalterne rachetées par GFL aux termes de l'offre publique de rachat seront annulées. Pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos le 30 septembre 2023 et le 30 septembre 2022, nous n'avons racheté aucune action à droit de vote subalterne aux termes de ces offres. Un exemplaire de

l'avis de GFL annonçant son intention de mettre en œuvre une offre publique de rachat dans le cours normal des activités par l'intermédiaire de la TSX peut être obtenu sans frais en communiquant avec GFL.

Renseignements supplémentaires

Des renseignements supplémentaires à l'égard de GFL, y compris nos plus récents rapports annuels et trimestriels, sont accessibles sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, et sur EDGAR, à l'adresse www.sec.gov/edgar.

9. Méthodes comptables, estimations et jugements comptables critiques

Nous préparons nos états financiers consolidés conformément aux IFRS. Nos principales méthodes comptables et nos estimations, hypothèses et jugements comptables principaux sont présentés dans les états financiers annuels.

Estimations, hypothèses et jugements comptables principaux

La préparation de nos états financiers intermédiaires exige que la direction formule des estimations et des jugements influant sur les montants présentés des produits, des charges, des actifs, des passifs et des informations à fournir connexes. Par conséquent, les résultats réels pourraient différer des montants estimés à mesure que surviennent des événements déterminants. Les estimations et jugements importants utilisés dans le cadre de la préparation de nos états financiers intermédiaires sont décrits dans nos états financiers annuels.

Depuis la date de notre rapport de gestion annuel, aucun changement significatif n'a été apporté aux estimations, hypothèses et jugements comptables principaux. Se reporter à la rubrique « **Principales estimations, hypothèses et jugements comptables critiques** » de notre rapport de gestion annuel.

Actifs liés aux sites d'enfouissement

Le tableau ci-dessous présente un sommaire de la dotation à l'amortissement liée à nos sites d'enfouissement pour les périodes indiquées.

	Trimestre clos le 30 septembre 2023	Période de neuf mois close le 30 septembre 2023	Exercice clos le 31 décembre 2022
Amortissement de la capacité des sites d'enfouissement (en millions de dollars)	61,8 \$	195,9 \$	294,6 \$
Tonnes reçues (en millions de tonnes)	5,1	15,3	22,2
Amortissement moyen des sites d'enfouissement, par tonne	12,1 \$	12,8 \$	13,3 \$

L'amortissement de la capacité des sites d'enfouissement pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2023 exclut un montant de 4,8 M\$ (7,8 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2022), qui correspond à l'écart entre le montant de l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations, calculé au moyen d'un taux d'actualisation sans risque ajusté en fonction de la qualité du crédit, exigé pour l'évaluation de l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations dans le cadre de la comptabilisation du prix d'achat, et le montant calculé au taux d'actualisation sans risque exigé pour les évaluations trimestrielles. Cet ajustement comptable n'a pas d'incidence sur les facteurs économiques liés à l'amortissement moyen des sites d'enfouissement par tonne.

Capacité et épuisement des sites d'enfouissement

Au 30 septembre 2023, la capacité autorisée restante était de 330,0 millions de tonnes (exercice clos le 31 décembre 2022 – 323,4 millions de tonnes) pour les sites d'enfouissement que nous possédons et le site d'enfouissement du Québec où nous avons accès à une capacité fixe. Au 30 septembre 2023, 18 de nos sites d'enfouissement répondaient aux critères pour faire l'objet d'une expansion probable de la capacité, ce qui représente une capacité additionnelle de 176,7 millions de tonnes (171,5 millions de tonnes au 31 décembre 2022) et, conjointement avec la capacité autorisée restante, correspond à une capacité restante totale de 506,7 millions de tonnes (494,9 millions de tonnes au 31 décembre 2022). En fonction de la capacité totale au 30 septembre 2023 et des volumes d'élimination annuels prévus, la durée de vie résiduelle moyenne pondérée des sites d'enfouissement que nous possédons et du site d'enfouissement du Québec où nous avons accès à une capacité fixe est d'environ 24,4 ans (24,8 ans au 31 décembre 2022). D'autres occasions d'expansion pourraient prolonger la durée de vie résiduelle moyenne pondérée de nos sites d'enfouissement.

10. Mesures non conformes aux normes IFRS et indicateurs clés du rendement

Mesures non conformes aux normes IFRS

Le présent rapport de gestion contient des références à certaines mesures non conformes aux normes IFRS, dont le BAIIA, le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté. Ces mesures ne sont pas reconnues par les normes IFRS, n'ont pas de signification normalisée prescrite par les normes IFRS, et il est donc peu probable qu'elles soient comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Par conséquent, ces mesures ne devraient pas être considérées de manière isolée ni en remplacement de l'analyse de notre information financière présentée en vertu des normes IFRS. Nous les utilisons pour fournir aux investisseurs une mesure additionnelle de notre performance opérationnelle et pour faire ressortir les tendances se rapportant à nos principales activités qui pourraient ne pas être apparentes lorsque l'on se fie uniquement aux mesures financières conformes aux normes IFRS. Nous sommes également d'avis que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et les autres parties concernées ont fréquemment recours aux mesures non conformes aux normes IFRS pour évaluer les émetteurs. Notre direction a également recours aux mesures non conformes aux normes IFRS pour faciliter les comparaisons de la performance opérationnelle d'une période à l'autre, pour préparer les prévisions et budgets d'exploitation annuels et pour déterminer les composantes de la rémunération de la direction.

BAIIA

Le BAIIA représente, pour la période applicable, le bénéfice net (la perte nette) découlant des activités poursuivies majoré a) des charges d'intérêts et autres charges financières; majoré b) de l'amortissement des immobilisations corporelles, des actifs liés aux sites d'enfouissement et des immobilisations incorporelles; et majoré/diminué c) de la charge (du recouvrement) d'impôt sur le résultat, dans chaque cas dans la mesure où ils sont ajoutés ou déduits du résultat net découlant des activités poursuivies. Nous présentons le BAIIA pour aider le lecteur à comprendre le calcul du BAIIA ajusté. La direction n'utilise pas le BAIIA comme mesure de la performance financière.

BAIIA ajusté

Le BAIIA ajusté est une mesure supplémentaire utilisée par la direction et d'autres utilisateurs de nos états financiers, y compris nos prêteurs et les investisseurs, pour évaluer la performance financière de notre entreprise sans tenir compte des méthodes de financement ni de la structure du capital. Le BAIIA ajusté est également une mesure clé utilisée par la direction avant la réalisation de toute occasion d'investissement ou de financement stratégique. Par exemple, la direction utilise le BAIIA ajusté aux fins de la détermination de la valeur des acquisitions, des occasions d'expansion et des cessions. Par ailleurs, les institutions financières utilisent le BAIIA ajusté pour mesurer la capacité d'emprunt. On obtient le BAIIA ajusté en ajoutant ou en déduisant, selon le cas en fonction du BAIIA, les charges, frais, coûts ou prestations suivants engagés durant la période présentée et qui, de l'avis de la direction, ne sont pas indicatifs de la performance sous-jacente de l'entreprise ou ont une incidence sur la capacité d'évaluer la performance opérationnelle de notre entreprise, notamment : a) (le profit) la perte de change, b) (le profit) la perte à la vente d'immobilisations corporelles, c) (le profit) la perte lié(e) à la valeur de marché sur les contrats d'achat, d) la quote-part (du bénéfice net) de la perte nette des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, e) les paiements fondés sur des actions, f) le profit (la perte) lié à un dessaisissement, g) les coûts de transaction, h) les coûts d'acquisition et de changement de marque et autres coûts d'intégration (compris dans le coût des ventes lié aux activités d'acquisition) et i) les autres charges. Nous utilisons le BAIIA ajusté pour permettre la comparaison de notre rendement opérationnel de façon cohérente en reflétant les facteurs et les tendances qui ont une incidence sur notre entreprise. À mesure que nous développons nos activités, nous pourrions devoir composer avec de nouveaux événements ou circonstances qui ne sont pas représentatifs de la performance sous-jacente de nos activités ou qui nuisent à la capacité d'évaluer notre performance opérationnelle.

Marge du BAIIA ajusté

La marge du BAIIA ajusté représente le BAIIA ajusté divisé par les produits. La direction et d'autres utilisateurs de nos états financiers, y compris nos prêteurs et nos investisseurs, utilisent la marge du BAIIA ajusté afin de faciliter la comparaison de la performance opérationnelle de chacun de nos secteurs opérationnels sur une base cohérente qui reflète les facteurs et les tendances touchant nos activités.

Rapprochement du BAIIA ajusté et du bénéfice net découlant des activités poursuivies

Les tableaux qui suivent contiennent un rapprochement de notre bénéfice net (perte nette) découlant des activités poursuivies avec le BAIIA et le BAIIA ajusté pour les périodes indiquées.

(en millions de dollars)	Trimestre clos le 30 septembre 2023	Trimestre clos le 30 septembre 2022
Bénéfice net (perte nette) découlant des activités poursuivies	18,3 \$	(183,7) \$
Ajouter :		
Charges d'intérêts et autres charges financières	137,2	136,2
Amortissement des immobilisations corporelles	242,3	264,0
Amortissement des immobilisations incorporelles	106,9	124,2
Recouvrement d'impôt sur le résultat	(18,0)	(75,8)
BAIIA	486,7	264,9
Ajouter :		
Perte de change ¹⁾	46,9	195,3
Profit à la vente d'immobilisations corporelles	(6,7)	(5,7)
Profit lié à la valeur de marché sur les contrats d'achat ²⁾	—	(10,3)
Quote-part du bénéfice net des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(34,0)	(9,2)
Paielements fondés sur des actions ³⁾	26,5	13,4
Perte au dessaisissement ⁴⁾	—	1,6
Coûts de transaction ⁵⁾	22,3	13,6
Coûts d'acquisition et de changement de marque et autres coûts d'intégration ⁶⁾	3,8	6,3
Autres	(15,2)	3,4
BAIIA ajusté	530,3 \$	473,3 \$

(en millions de dollars)	Période de neuf mois close le 30 septembre 2023	Période de neuf mois close le 30 septembre 2022
Bénéfice net découlant des activités poursuivies	94,3	35,9
Ajouter :		
Charges d'intérêts et autres charges financières	466,7	340,7
Amortissement des immobilisations corporelles	719,9	732,1
Amortissement des immobilisations incorporelles	379,7	382,1
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	178,8	(145,5)
BAIIA	1 839,4	1 345,3
Ajouter :		
(Profit) perte de change ¹⁾	(4,6)	249,3
Profit à la vente d'immobilisations corporelles	(13,1)	(10,1)
Perte (profit) lié(e) à la valeur de marché sur les contrats d'achat ²⁾	104,3	(391,4)
Quote-part de la perte nette (bénéfice net) des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	48,9	(14,5)
Paielements fondés sur des actions ³⁾	56,7	38,2
Profit au dessaisissement ⁴⁾	(580,5)	(4,9)
Coûts de transaction ⁵⁾	63,9	36,9
Coûts d'acquisition et de changement de marque et autres coûts d'intégration ⁶⁾	14,0	19,7
Autres	(17,5)	12,5
BAIIA ajusté	<u>1 511,5 \$</u>	<u>1 281,0 \$</u>

- 1) Se compose i) de profits et de pertes hors trésorerie sur des swaps de devises et de taux d'intérêt conclus dans le cadre de nos instruments d'emprunt, ii) de profits et de pertes attribuables aux variations des taux de change.
- 2) Il s'agit d'un élément hors trésorerie qui correspond à l'ajustement à la valeur de marché de la juste valeur des contrats d'achat.
- 3) Il s'agit d'un élément hors trésorerie qui correspond à l'amortissement de la juste valeur estimative des paiements fondés sur des actions attribués à certains membres de la direction en vertu de régimes de paiements fondés sur des actions.
- 4) Se compose d'une perte ou d'un profit découlant du dessaisissement de certains actifs et de trois entreprises non essentielles du secteur des déchets solides aux États-Unis.
- 5) Se composent des coûts d'acquisition, d'intégration et autres coûts, tels que des honoraires juridiques, des frais de consultation et d'autres honoraires et charges engagés dans le cadre d'acquisitions et d'activités de financement conclues au cours de la période. Nous prévoyons engager des coûts semblables dans le cadre d'autres acquisitions dans l'avenir; conformément aux normes IFRS, ces coûts liés aux acquisitions sont passés en charge à mesure qu'ils sont engagés et ne sont pas inscrits à l'actif. Ils sont compris dans les frais de vente et charges générales et administratives.
- 6) Comprennent les coûts liés au remplacement de la marque sur le matériel acquis dans le cadre d'acquisitions d'entreprises. Nous nous attendons à engager des coûts semblables dans l'avenir dans le cadre d'autres acquisitions. Ces coûts font partie du coût des ventes.